

## Du dialogue de charité au dialogue en vérité

Hervé Legrand

Dominicain

Ancien directeur de l'Institut d'études œcuméniques (Institut catholique de Paris)

Job Getcha

Archimandrite, doyen de l'Institut Saint Serge à Paris

Professeur d'histoire de l'Église

Tous deux sont membres de la Commission de dialogue entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe en France et du Groupe de travail international orthodoxe catholique Saint Irénée.

*Alors que depuis des siècles dominent la méfiance ou l'indifférence, le dialogue semble pouvoir se renouer. Quelles sont les causes de la désunion, et comment avancer vers la communion ?*

### Que s'est-il passé en 1054, date du schisme entre l'Orient et l'Occident ?

**H.L.** :1054 est une construction artificielle d'historiens. La vraie séparation aura lieu un siècle et demi plus tard. Mais, à cette date, les prémices en sont posées. Pour libérer l'Église d'Occident du pouvoir de l'empereur germanique, le pape Grégoire VII, -à qui l'on doit la réforme dite grégorienne-, a fait de la papauté une instance souveraine, qui lui soumettait tous les évêques trop asservis à l'empereur, afin de gouverner seul. Ainsi, sur les vingt-sept propositions des *Dictatus Papae* (1075), dix-sept lui attribuent l'exclusivité du pouvoir. En fait, cette évolution interne à l'Église d'Occident<sup>1</sup> a compliqué nos relations. 90 ans plus tard, le dialogue entre le latin Anselme de Havelberg et le métropolitain Nicéas de Nicomédie le prouve. Ce dernier affirme : « Si le pape veut être tout, à lui tout seul, qu'il soit le seul évêque, le seul docteur... Mais nous, l'Évangile nous a rendus libres. » Les conditions de

---

<sup>1</sup> Pour les orthodoxes, tout au long du premier millénaire l'évêque de Rome a été le premier parmi les égaux (*primus inter pares*), le premier parmi les autres primats des Églises locales : il était perçu comme le « patriarche d'Occident » et se distinguait ainsi des patriarches d'Orient : ceux de Constantinople, d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem. Ce n'est que sous cette forme que les orthodoxes pourraient recevoir la primauté de l'évêque de Rome si l'unité ecclésiale entre l'Orient et l'Occident devait être rétablie.

l'éloignement entre l'Orient et l'Occident sont déjà en place. Le schisme réel aura lieu lors de la conquête de l'empire d'Orient par les Croisés, en 1204. Après le terrible sac de Byzance, et le remplacement des évêques grecs par des latins, l'Orient ne pourra plus reconnaître en nous une Église sœur.

**J.G.** : La date de 1054 a été fabriquée pour prouver le schisme. Cette année-là, des ambassadeurs sont venus de Rome à Constantinople pour tenter de résoudre une rupture de communion qui se serait produite au début du 11<sup>e</sup> siècle pour des raisons que l'on ignore. Cette tentative a échoué. Mais les contacts n'ont pas cessé du jour au lendemain. Des pèlerins ont continué à se rendre d'Occident en Orient. Les moines bénédictins d'Amalfi sont restés présents au mont Athos. Des théologiens ont continué à discuter. L'événement tragique, qui reste présent dans la mémoire orthodoxe populaire, c'est la 4<sup>e</sup> croisade.

**H.L.** : Progressivement, les deux mondes chrétiens s'éloignent l'un de l'autre : ils ne parlent plus la même langue, ils n'ont plus le même mode de pensée. La vision d'une Église de Pentecôte s'estompe. Chacun d'eux s'identifie à une culture et à la vraie Église. Plus question d'unité diversifiée.

### **Qu'est ce qui a joué le plus : les différences politiques ou les divergences théologiques ?**

**J.G.** : Il y a toujours eu une interaction entre le politique et le théologique. Des événements politiques surgissent et on les présente comme des divergences théologiques. Et inversement, celles-ci sont utilisées lors de manœuvres politiques. Cette interaction a joué lors des deux tentatives manquées de dialogue qui ont eu lieu après la 4<sup>e</sup> croisade. D'abord, lors du concile de Lyon en 1274 : les Byzantins sont dans une position politique faible à cause de la menace ottomane. Cherchant l'appui politique des Latins, ils cèdent en échange sur certains points de doctrine. Mais cet accord est rejeté ensuite par le peuple byzantin. Plus tard, lors du concile de Florence (1439-1445), les Byzantins sont partagés en deux groupes : ceux qui, pour des raisons politiques, veulent une union à tout prix, et ceux qui veulent une union sur la base de débats théologiques.

**H.L.** : Il n'est pas sûr que ces acteurs aient eu consciemment une approche politique de la religion ou une approche religieuse de la politique, car les sociétés traditionnelles ont une vision très globale des choses. Aujourd'hui, avec d'autres instruments d'analyse, comme l'histoire, nous y voyons plus clair. Notre lecture actuelle de l'Évangile nous permet de différencier les enjeux politiques, ethniques, culturels, sociaux. Nous pouvons donner à la politique et à la foi ce qui leur revient, sans que la foi s'évade du vivre ensemble de la culture et de la politique.

**J.G.** : Prenons la querelle du *Filioque* ajouté par les Occidentaux dans le credo : « l'Esprit procède du Père *et du Fils* ». Aujourd'hui, nous savons quand et comment est apparu cet ajout. Mais à une époque où les Latins ne parlaient plus le grec, et où les Grecs ne connaissaient pas le latin, cela a été un vrai dialogue de sourds : les Latins étaient convaincus que les Grecs avaient enlevé le *Filioque* du credo, et les Grecs accusaient les Latins de l'avoir rajouté. Et ils se considéraient mutuellement comme des hérétiques. Selon les circonstances politiques, tantôt on s'accuse mutuellement d'hérésie et il est alors impossible de dialoguer ; tantôt on cherche à faire une alliance, donc à se mettre d'accord.

**H.L.** : Avec la question du *Filioque*, -ce n'est pas un dogme formellement défini-, le conditionnement linguistique des énoncés de la foi apparaît clairement : les langues ne sont pas superposables terme à terme. Les deux mots - *procedere* en latin et *ekporeuesthai* en grec – se construisent différemment : le mot latin peut avoir pour complément deux sources, alors que le mot grec ne peut en avoir qu'une seule. Ces deux élaborations ont leur logique, leur sens et leur profondeur.

### **L'idée d'« Église d'Églises » peut-elle conduire à des rapprochements ?**

**J.G.** : À l'époque de la réforme grégorienne, la volonté occidentale de centraliser le pouvoir de l'Église ne correspondait pas à la manière de voir de l'Église en Orient. Elle a été vécue comme une déformation de l'ecclésiologie des origines. Nous ne pouvons qu'être favorables à un retour à la vision d'Églises locales en communion, une structure où l'on peut dialoguer car on a le même langage.

**H.L.** : La tentation de l'ecclésiologie latine, au plan doctrinal, est d'absorber les Églises dans la communion de l'Église universelle. Ce qui entraîne, au plan disciplinaire, la stricte soumission au Saint Siège de toutes les conférences épiscopales et de tous les évêques. En Serbie, en septembre prochain, catholiques et orthodoxes discuteront de la primauté dans l'Église. Nos partenaires pourraient l'envisager, si elle laisse place à des Églises sujets de droit et d'initiatives au sein de la communion, autrement que par concession papale. L'Église orthodoxe ne saurait donner valeur doctrinale à la discipline actuelle de l'Église d'Occident. Ayant permis de dépasser la crise moderniste, on attend quelquefois d'elle le même service dans les turbulences présentes. Reste une vraie question : cette discipline est-elle assez fondée en théologie pour être imposée à tous ceux qui voudraient entrer en communion avec nous ? La question attend sa réponse : tous les autres chrétiens récusent une papauté qui leur apparaît comme monarchique et absolutiste. Puisque ce n'est pas de son essence, notre contribution à l'unité chrétienne commence à la maison.

**Comment réagissez-vous au fait que Benoît XVI ait supprimé de ses titres celui de patriarche d'Occident ?**

**J.G.** : Pour nous cela ne change absolument rien, car l'Église orthodoxe a toujours reconnu le pape de Rome comme patriarche d'Occident.

**H.L.** : En droit latin, ce titre n'avait plus de contenu. Il avait été conféré, on le sait, à l'évêque de Rome par le concile de Nicée (325), dans un contexte de communion entre les Églises, puisqu'on y parle des primautés au pluriel et non au singulier. Son refus peut être perçu comme celui de l'autorité des conciles œcuméniques, demeurée commune à l'Orient et à l'Occident. La logique de Grégoire VII aurait atteint son terme. La rencontre de Serbie permettra d'y voir plus clair.

**En quoi l'uniatisme est-il une pierre d'achoppement ?**

**H.L.** : Il l'est moins aujourd'hui. En 1993, à Balamand, la commission mixte catholique orthodoxe a déclaré: « L'uniatisme n'est justifiable ni comme méthode, ni comme but. » En principe, un terme a été mis à ce conflit irritant, qui durait depuis quatre siècles.

**J.G.** : Parle-t-on de l'uniatisme en général ou de l'histoire des Églises uniates ? Le contexte est différent. L'histoire de l'uniatisme en Ukraine n'est pas la même que celle de l'uniatisme au Moyen-Orient. Certains uniates sont convaincus qu'ils sont une Église hors du temps, restée en pleine communion à la fois avec Rome et Constantinople. Malheureusement, ils sont en pleine utopie. Ils pensent vivre déjà une unité vers laquelle on tend, mais encore difficile en raison des événements tragiques de l'histoire.

**H.L.** : Les groupes d'orthodoxes qui ont rejoint l'Église catholique, après l'échec de Florence, l'ont fait dans des régions sous domination catholique ou turque. Ces circonstances et le prosélytisme exercé çà et là, ont miné la fraternité. Les uniates n'ont pas pu devenir des ponts. La déclaration de Balamand rouvre donc l'histoire.

**Avez-vous le sentiment que les choses avancent ?**

**H.L.** : Elles avancent parce que l'on ne se pose plus les questions de la même manière. Cessant de voir dans toute différence une déviation, on s'attache à la synthèse d'ensemble, offerte de part et d'autre. Le titre du livre de Congar « Diversités et communion » indique la voie suivie désormais. Pour avancer vers la pleine communion, la connaissance mutuelle doit encore progresser. Nous avons aussi des questions à résoudre en commun. Ni les uns ni les autres n'articulent de façon satisfaisante, même à leurs propres yeux, la relation entre les Églises locales

et l'Eglise entière. La centralisation romaine ne convainc pas les orthodoxes. L'organisation actuelle de l'Eglise orthodoxe, dominée par le principe national (l'autocéphalie) ne convainc pas les catholiques. En ce domaine devrait s'instaurer une recherche *commune* de la vérité. Notre séparation nous en a empêchés jusqu'ici : l'amour s'est refroidi entre nous, laissant la place à la méfiance et à l'ignorance. Depuis qu'on se reparle, ce mouvement est en train de s'inverser.

**J.G.** : On vit véritablement un moment historique : le pape Benoît XVI a fait du dialogue avec l'Église orthodoxe une de ses priorités. Il est respecté et regardé avec estime du côté orthodoxe, ce qui va permettre de passer effectivement d'un dialogue de charité, période durant laquelle on a repris les contacts, après plusieurs siècles d'animosité ou d'ignorance, à un dialogue en vérité.